

Obtention du visa pour la France

Un nouveau dispositif pour améliorer le service

SM

Libreville/Gabon

Hier, au cours de la conférence de presse qu'elle a animée à sa résidence du côté de Batterie 4, la consule générale de France a fait état de la volonté du consulat d'accroître l'offre des visas à travers la mise en place d'une nouvelle organisation. C'est un prestataire spécialisé qui sera désormais responsable de l'accueil du public, en même temps qu'il assurera les phases de prise de rendez-vous, de collecte des dossiers, de leur vérification et de la restitution des passeports. Ce, dès le 19 mai prochain.

C'EST un nouveau dispositif qu'a annoncé, hier, la consule générale de France au Gabon, Jacqueline Lorelle, pour les demandeurs du visa. L'entreprise privée "TLS contact" est chargée d'ouvrir un centre de recueil des demandes de visas



Les représentants des médias lors de cette rencontre.

à Libreville. Celle-ci aura pour missions de fixer les rendez-vous par le biais d'une procédure simplifiée et optimisée en ligne, de réceptionner les dossiers, les données biométriques et les formulaires de demande de visa, de les remettre au consulat et, in fine, de restituer les passeports aux usagers. Autrement dit, le public se

rendra désormais (uniquement) chez le prestataire, et non plus au consulat général de France. Même si celui-ci reste évidemment seul compétent en matière d'instruction des dossiers et de décision de délivrance des visas.

C'est un nouveau dispositif qui, selon Mme Jacqueline Lorelle, vise plusieurs objectifs. Notamment, un meilleur accueil du public dans un espace agréable et confortable



La consule générale de France au Gabon, Jacqueline Lorelle, en compagnie d'un représentant de "TLS contact".

de 390 m2, une prise de rendez-vous plus rapide avec une réduction des délais d'attente, une écoute personnalisée, un suivi du dossier via une technologie de pointe et enfin, une augmentation du nombre de dossiers traités.

«Plus de 16 000 visas, explique-t-elle, ont été délivrés en 2015, soit une augmentation de 42% sur les cinq dernières années. L'exiguïté des

locaux du consulat ne permet plus d'accueillir les demandeurs dans des conditions satisfaisantes de confort, d'écoute et de respect. Dans le souci de maintenir ou d'accroître davantage l'offre, de nouveaux locaux et une nouvelle organisation sont nécessaires».

Si la modernisation de ce service peut être considérée comme une bonne chose, il est toutefois à noter que ce

Communication de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap)

Le président de la Commission électorale nationale autonome et permanente (CENAP) informe les personnes désignées pour composer l'Assemblée plénière de ladite commission pour l'organisation des élections partielles faisant suite à la constatation de la vacance des sièges du Parlement, qu'une réunion de cette instance se tiendra le mercredi 27 avril 2016 à partir de 13 heures, au siège de l'institution sis à Kalikak. La présence de tous est vivement souhaitée. Fait à Libreville, le 25 avril 2016
Le président
René ABOGHE ELLA.

nouveau dispositif a un coût. Car, outre les frais de dossier relatifs à la demande de visa, des frais de service à hauteur de 17 710 F CFA seront demandés par le prestataire "TLS Contact". Par ailleurs, l'ouverture de ce centre, lequel est toujours en cours d'aménagement et dont l'adresse exacte sera communiquée en temps utile, est prévue pour le 19 mai prochain.

Présidentielle 2016/Coalition de la société civile gabonaise Pour la préservation de la paix dans notre pays

J.K.M

Libreville/Gabon

Au regard des dérapages verbaux de certains acteurs politiques, les acteurs de la société civile les ont invités au ressaisissement.

ANIMANT un point-presse, hier, à la Case d'écoute du quartier Derrière la Prison, dans le 2e arrondissement de la commune de Libreville, le secrétaire exécutif et porte-parole de la Coalition de la société civile gabonaise (CSCG), Guy-René Mombo Lembomba, s'est longuement appesanti sur la nécessité de préserver la paix aux cours des échéances électorales à venir. En invitant notamment les acteurs politiques de tout bord "au ressaisissement et à la retenue" en s'abstenant de "semmer la haine entre les Gabonais au moyen des procédés psychologiques et slogans dangereux". Cette exhortation est d'autant plus pertinente que, selon lui, "une élection présidentielle n'est pas une lutte à mort. Elle ne peut donner lieu à l'embrigadement, l'exacerbation, la manipulation des populations. Elle doit être au contraire un espace de libre expression respectueux des hommes et de leur culture", a-t-il avancé face à une assistance essentiellement composée des représentants de la presse nationale et plusieurs de ses collaborateurs.

Saisissant cette occasion qui, à l'entendre, marque le lancement des activités de la CSCG, l'orateur a appelé



Guy René Mombo Lembomba (micro) pendant son intervention...



... Avant de se rendre aux sièges de l'Union européenne.

toutes les forces vives de la nation à demeurer vigilantes en évitant "d'importer chez nous des méthodes à l'origine de terribles drames". Tout en précisant que "la société civile doit se tenir aux côtés des Gabonais pour encourager la tenue d'un dialogue inclusif et citoyen entre les acteurs politiques et les populations".

Et pour bien marquer sa volonté à contribuer à la préservation de la paix dans notre pays, M. Mombo Lembomba s'est rendu, au terme de son intervention, avec plusieurs de ses partisans, successivement aux sièges

de la Représentation de l'Union européenne, du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) dans notre pays. Faute de n'avoir pu, pour des motifs divers, remis un manifeste aux responsables de ces organisations internationales, certains membres de la CSCG ont décliné, devant leurs sièges respectifs, le contenu dudit manifeste. De manière générale, ils ont invité les amis du Gabon à tout faire pour que notre pays

soit à l'abri des drames, qui ont détruit plusieurs États du continent. Tout en annonçant la mise en place d'un

"observatoire des élections au Gabon" avec, pour ambition, "d'assurer un contrôle citoyen du processus électoral".

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL REHABILITATION DE LA PISTE DE L'AERODROME D'OYEM

Dans le cadre des travaux de Réhabilitation de la piste d'atterrissage de l'aérodrome d'Oyem, le Ministère des transports et l'Agence Nationale des Grands Travaux lancent l'appel d'offres ouvert national N°14ZUA11-117 pour la Conception et réalisation desdits travaux.

L'Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures (ANGTI), en tant que Maître d'Ouvrage Délégué, invite les entreprises ou groupements d'entreprises intéressés par cet appel à concurrence à soumettre leur offre au plus tard le **mardi 17 mai 2016 à 09 heures 30 minutes (heure locale)** et y joindre une garantie de soumission d'un montant équivalent à 1% du montant de l'offre hors taxes (HT).

Une visite de site est prévue le **jeudi 05 mai 2016** et sera suivie d'une réunion préparatoire à l'établissement des offres.

Toutes les conditions de participation sont disponibles sur le site web de l'ANGTI : <http://www.angt.ga/angt/fr-fr/Appels-dOffres/Rehabilitation-de-la-piste-datterrissage-de-laeroport-dOyem> ou peuvent être retirées dans nos bureaux auprès du Service « Document Control » sis au Rez-de-Chaussée de l'Hôtel Helliconia II à Angondjé (près du Stade l'Amitié)

Contacts :

M. Jesmin BOUBALA - dboubala@angt.ga (+241) 02 56 00 45
M. Sylvestre MVOULA - smvoula@angt.ga (+241) 02 56 04 07